

20 octobre 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, à propos du refus de la France d'un recours automatique à l'action militaire en cas de non-respect des conditions d'inspection par l'Irak et sur le contentieux entre Israël et le Liban sur le partage des eaux, Amman le 20 octobre 2002.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je termine ce voyage par deux entretiens qui pour moi étaient importants et bien entendu intéressants, avec le Président syrien et avec le Roi de Jordanie. Je les remercie l'un et l'autre pour leur accueil.

Je n'ai pas naturellement de déclaration particulière à faire, si ce n'est ce que j'ai dit tout à l'heure, pour me réjouir du résultat des élections en Irlande qui nous permettent d'aborder la nouvelle étape de la construction européenne, celle de l'unité de notre continent d'une façon résolue. Et je m'en réjouis beaucoup.

QUESTION - Monsieur le Président, sur le dossier iraquien, est-ce qu'il vous semble que la position de la France est confortée après les entretiens que vous avez eus sur ce sujet avec le Président syrien et Sa Majesté le Roi de Jordanie ?

LE PRESIDENT - La position de la France est fondée d'abord sur la nécessité d'obtenir l'éradication des armes de destruction massive qui existent ou peuvent exister en Iraq. Cela est évidemment essentiel et, je crois que l'ensemble de la communauté internationale est sur cette même ligne. Ensuite, la France estime que tout doit être fait pour atteindre cet objectif par le biais d'une procédure qui a été agréée par la communauté internationale, qui est celle des inspecteurs, et que, par conséquent, avant de se lancer dans des spéculations, il faut d'abord que les inspecteurs puissent faire leur travail et rendre compte à la communauté internationale, c'est-à-dire au Conseil de Sécurité qui incarne le droit international, de leur mission. Ont-ils toutes facilités, ont-ils des difficultés, ont-ils des impossibilités ? Alors, naturellement, l'approche du problème est tout à fait différente selon la réponse apportée à ces questions.

Voilà, c'est, si j'ose dire, une position de bon sens et nous souhaitons et nous constatons, en réalité, qu'elle est partagée par une très, très grande majorité, une considérable majorité des pays dans le monde.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce qu'au terme de cette intense semaine d'activités diplomatiques partout dans le monde, vous avez l'impression que la menace d'une crise, d'une guerre contre l'Iraq va en s'éloignant ?

LE PRESIDENT - C'est tout à fait prématuré de faire un tel pronostic. En tous les cas, ce que je peux vous dire, c'est qu'à défaut d'un pronostic, j'ai une conviction, c'est qu'il serait souhaitable que cela s'éloigne.

QUESTION - Monsieur le Président, la presse arabe, libanaise, égyptienne, syrienne, jordanienne, a publié énormément d'articles ces derniers jours pour louer la politique arabe de la France. Est-ce que cela correspond à quelque chose que vous comprenez ? Est-ce que vous avez l'impression que le mot de retour à la politique du Général de GAULLE est adapté ou pas ?

LE PRESIDENT - Je suis très flatté de ces appréciations, naturellement. Mais, honnêtement, je n'ai pas le sentiment qu'il y a une modification substantielle dans la politique arabe de la France qui, depuis longtemps, est sur une certaine ligne et n'a pas réellement changé. Elle s'est adaptée naturellement aux circonstances. Mais on ne peut pas dire qu'il y ait une modification substantielle de la politique arabe de la France.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous vous sentez aujourd'hui de plus en plus en position de force pour faire face aux velléités américaines de vouloir établir un nouvel ordre régional au Moyen-Orient ?

LE PRESIDENT - D'abord, je vous laisse la responsabilité du pronostic sur un nouvel ordre régional au Moyen-Orient. Deuxièmement, je ne situe pas les relations entre la France et les Etats-Unis en termes de rapport de forces, c'est tout à fait clair. Ce n'est pas du tout la façon dont nous abordons les problèmes diplomatiques. Nous discutons avec nos amis américains et nous voyons quelle est la meilleure solution dans le cadre de l'intérêt général et surtout de la paix. Mais ce n'est pas un problème de rapport de forces, naturellement.

QUESTION - Monsieur le Président, quand le ministre israélien de la Défense était de passage à Paris, il a dit qu'il avait chargé la France de transmettre un message clair au Liban et à la Syrie quant aux problèmes des frontières ainsi qu'au problème de l'eau au Liban. Est-ce que cette question vous inquiète et est-ce que vous avez transmis ce message ? Et quelle a été la réponse des Syriens, surtout ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas vu le ministre israélien de la Défense, mais Monsieur Shimon PERES, qui est venu me voir, m'avait transmis ce message concernant l'eau. Et je comprends très bien les problèmes d'eau, naturellement. Et quand on a un problème de cette nature, la sagesse impose de respecter la règle internationale. Alors, c'est ce que je suggère aux deux parties ou à toutes les parties de faire. La France a été sollicitée pour envoyer des experts, l'Union européenne aussi, les Américains également. Eh bien, ces experts se sont rendus ou vont se rendre sur place. Ils diront le droit. Et, pour ma part, j'engage très vivement toutes les parties prenantes à respecter dans une affaire de cette nature les dires des experts. Et surtout, surtout, de s'abstenir de tout mouvement d'humeur qui serait préjudiciable à tout le monde dans une région où l'on n'a pas besoin de rajouter des mouvements d'humeur.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous estimez que les dirigeants arabes ont fait assez côté iraquien, c'est-à-dire est-ce que vous avez demandé au Roi de Jordanie en particulier de déployer un peu plus d'efforts pour essayer de convaincre l'Iraq de se plier à la volonté internationale et d'éviter une frappe militaire ?

LE PRESIDENT - D'abord, je n'ai pas à faire d'ingérence dans les affaires intérieures ou les décisions des Chefs d'Etat arabes. Deuxièmement, je crois qu'ils ont tous marqué, de façon claire, leur désapprobation de tout réarmement, si tel était le cas, en matière d'armes de destruction massive de l'Iraq. Je crois que c'est un point sur lequel il y a à peu près un consensus.

QUESTION - Monsieur le Président, quelles seraient à votre avis les répercussions sur la région tout entière au cas où l'Amérique, les Etats-Unis, frappent l'Iraq ? Surtout en Syrie, vous venez de visiter la Syrie ?

LE PRESIDENT - Je ne ferai pas de plan sur les conséquences, car tout mon espoir et toute ma raison me conduisent à tout faire pour éviter qu'il y ait une circonstance de cette nature. Donc, ma préoccupation, ce sont les pressions suffisantes sur les autorités irakiennes pour que le désarmement soit réel, contrôlé et indiscutable. Et à partir de là, les perspectives guerrières s'effaceront naturellement.

Je vous remercie.